

Commissions

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 4 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Proposition de loi (Patrick Dewael, Daniel Bacquelaine, Catherine Fonck, Manuella Senecaut, Karin Temmerman, Raf Terwingen, Stefaan Van Hecke) visant à corriger plusieurs lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution, n° 3098/1 (art. 15).

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Après un exposé introductif de M. Gilkinet, la discussion a été entamée.
- L'article 15 renvoyé à la commission a été adopté à l'unanimité moyennant une correction législative.

Proposition de loi (Alain Mathot, Dirk Van der Maelen, Christiane Vienne, Olivier Henry, Christophe Lacroix) visant à compléter le système "una via" par le renforcement des sanctions contre les intermédiaires liés à des fraudes et à des planifications fiscales agressives reposant sur des violations des règles fiscales ou déontologiques, n° 2738/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- La commission a décidé de joindre la proposition de loi n° 2811 à la proposition de loi n° 2738.
- Après les exposés introductifs de MM. Lacroix et Gilkinet, un débat de procédure a eu lieu.
- La commission a décidé à l'unanimité d'organiser des auditions.

Prochaine réunion : mardi 11 février 2014.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 4 FÉVRIER 2014**

Projet de loi insérant la probation comme peine autonome dans le Code pénal, et modifiant le Code d'Instruction criminelle, le Code judiciaire et la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, n° 3274/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Fouad Lahssaini, Stefaan Van Hecke, Eric Jadot) modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en ce qui concerne la suppression de l'exigence d'absence d'antécédents judiciaires en matière de suspension du prononcé de la condamnation et de sursis à l'exécution des peines, n° 2924/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne

- Mme Sonja Becq a demandé de joindre sa proposition de loi DOC 53 2870/001 au projet.

- Le ministre a commenté le projet de loi.

- Les propositions de loi ont été commentées par leurs auteurs

- La discussion générale a été entamée.

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Proposition de loi (Christian Brotcorne, Catherine Fonck, Sonja Becq) instaurant une procédure de règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis-15 du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice comme instance de recours et médiateur de justice, n°s 811/1 et 2. (Vote sur l'ensemble, art. 82.1, Rgt.). (Rapporteur : M. Koenraad Degroote).

Amendements de M. Brotcorne et consorts et Mme Becq.

- La note d'ordre légistique a été discutée.

- Des amendements ont été introduits par M. Brotcorne et Mme Becq.

- Amendement n° 2 et l'ensemble de la proposition de loi, ainsi modifiés et corrigés légistiquement, ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen) instaurant un registre national des experts judiciaires, n°s 1499/1 et 2.

Amendements de Mme Becq.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen) instaurant le statut de traducteur, d'interprète ou de traducteur-interprète juré, n° 322/1.

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Özlem Özen) insérant un chapitre VIbis portant les conditions de désignation des traducteurs et interprètes jurés dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et modifiant le Code d'Instruction criminelle, n° 407/1.

- Proposition de loi (Marie-Christine Marghem, Olivier Maingain) insérant un chapitre VIbis portant statut des traducteurs et interprètes jurés dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, n° 652/1.

- Proposition de loi (Kristien Van Vaerenbergh, Koenraad Degroote, Sophie De Wit, Sarah Smeyers) relative aux traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés, n° 2050/1.

(Vote sur l'ensemble, art. 82,1, Rgt.). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- La note d'ordre légistique a été discutée.

- Des amendements ont été introduits par Mme Becq et consorts.

- Les amendements n°s 37 à 47 et l'ensemble de la proposition de loi, ainsi modifiés et corrigés légistiquement, ont été successivement adoptés à l'unanimité. Par conséquent les propositions de loi jointes tombent.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Zoé Genot, Stefaan Van Hecke, Juliette Boulet) modifiant l'article 162 du Code d'instruction criminelle, n° 2675/1.

- Proposition de loi (Charles Michel, Philippe Goffin, Marie-Christine Marghem, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant) modifiant l'article 162, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, concernant les frais de justice, n° 2735/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- Proposition de loi (Carina Van Cauter) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la possibilité de transmission d'une maladie contagieuse grave, n° 3279/1.

- Les propositions de loi ont été expliqués.

- Un amendement a été introduit par Mme Marghem et consorts.

- La discussion a eu lieu.

- L'amendement n° a été adopté.

- L'ensemble de la proposition de loi, ainsi amendé, a été adopté par 13 voix et une abstention. Par conséquent la proposition de loi jointe tombe.

Continuation de mardi matin

Projet de loi insérant la probation comme peine autonome dans le Code pénal, et modifiant le Code d'Instruction criminelle, le Code judiciaire et la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, n° 3274/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'absence de condamnations antérieures, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

- Proposition de loi (Fouad Lahssaini, Stefaan Van Hecke, Eric Jadot) modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, en ce qui concerne la suppression de l'exigence d'absence d'antécédents judiciaires en matière de suspension du prononcé de la condamnation et de sursis à l'exécution des peines, n° 2924/1.

(Rapporteur: M. Christian Brotcorne)

- La discussion générale a été clôturée.

- La discussion des articles a été entamée.

- Le ministre, M. Lahssaini et consorts, M. Brotcorne et consorts et Mme Becq ont introduit des amendements.

Prochaine réunion : mardi 11 février 2014

Intérieur

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidents : MM. Siegfried Bracke et Filip De Man et Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Kristien Van Vaerenbergh

➤ MARDI 4 FÉVRIER 2014

Échange de vues avec le Premier ministre sur la cybersécurité.

- Un échange de vues a eu lieu.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 4 FÉVRIER 2014**

Questions d'actualité au gouvernement.

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Proposition de résolution (Juliette Boulet, Eva Brems, Roel Deseyn, Corinne De Permentier) visant au respect de la liberté de la presse en Turquie, n°s 2409/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : Mme Christiane Vienne).

Amendements de Mme Boulet.

- Des amendements ont été introduits par Mme Demol.
- La discussion a été clôturée.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- L'ensemble de la proposition de résolution a été rejeté par 6 voix contre 3 et 2 abstentions.

Proposition de résolution (Eva Brems, Juliette Boulet) relative aux Jeux olympiques d'hiver en Russie, n° 3133/1.

- Rapporteur : M. Peter Luykx
- La discussion a eu lieu.
- L'ensemble de la proposition de résolution a été rejeté par 7 voix contre 1 et 3 abstentions.

Proposition de résolution (Peter Luykx, Jan Jambon, Zuhail Demir, Daphné Dumery) concernant la désignation d'un envoyé spécial de l'Union européenne pour la protection des minorités religieuses au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, n° 3075/1.

- Rapporteur : Mme Els Demol
- La discussion générale a été entamée

Proposition de résolution (Bart Somers, Willem-Frederik Schiltz, Vincent Van Quickenborne, Georges Dallemagne, Bruno Tuybens, Roel Deseyn) relative à la situation en Ukraine, n° 3262/1 et 2.

Amendements de Mme Vienne et consorts et MM. Deseyn et Vanackere.

- Rapporteur : Mme Els Demol.
- Des amendements ont été déposés par M. Dallemagne, M. de Donnea, Mme Vienne, MM. Van Quickenborne, Vanackere et Tuybens.
- La discussion a eu lieu.
- Les amendements n°s 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22 et 24 ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de résolution, telle qu'amendé et corrigée, a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

Prochaine réunion : mercredi 19 février 2014

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 4 FÉVRIER 2014**

Projet de loi portant insertion du livre X "Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente" dans le Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au livre X, dans le livre I du Code de droit économique, n°s 3280/1 à 3.(Continuation). (Rapporteur: M. Bruno Tuybens).
Amendements du gouvernement.

- La discussion générale a été poursuivie.
- Des amendements ont été introduits par Mme Vanheste et consorts et le gouvernement.

Projets et propositions de loi joints:

- Projet de loi portant insertion d'un titre 2 "De l'action en réparation collective" au livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XVII dans le livre I du Code de droit économique, n° 3300/1. Amendement de Mme Warzée.
- Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique et modifiant le Code judiciaire en vue d'attribuer aux cours et tribunaux de Bruxelles une compétence exclusive pour connaître de l'action en réparation collective visée au livre XVII, titre 2, du Code de droit économique, n° 3301/1.
- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke, Ronny Balcaen) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective, n° 2035/1.
- Proposition de loi (Marie-Christine Marghem, Denis Ducarme, Charles Michel) visant à introduire une forme d'action collective en droit belge, n° 2944/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Peter Dedecker)

- La proposition de loi n° 2944/1 a été expliqué par Mme Warzée.
- La discussion générale a été poursuivie.
- L'amendement de Mme Warzée et consorts a été retiré.

Prochaine réunion : mardi 11 février 2014.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Proposition de résolution (Karolien Grosemans, Jan Jambon, Theo Francken, Bert Maertens) relative à la politique du genre à la Défense, n° 2736/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Annick Ponthier)

Proposition de résolution (Gerald Kindermans, Kristof Waterschoot, Georges Dallemagne) relative à la diversité des genres au sein de la Défense, n°s 3321/1 et 2.
Amendements de MM. Geerts et Lacroix et consorts.

- La commission décide, avec l'accord des auteurs, de joindre les propositions.
- Rapporteur : Mme Annick Ponthier.
- M. Kindermans a donné un exposé introductif.
- Mme Grosemans et consorts et M. Dallemagne ont introduits des amendements.

Questions d'actualité au gouvernement.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Proposition de résolution (Ine Somers, Carina Van Cauter, Gwendolyn Rutten) relative au remboursement de la télécardiologie, n° 706/1.

- Rapporteur : Mme Véronique Bonni.
- La discussion a été entamée.

Projet de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, n° 3264/1.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles ont été adoptés successivement.
- Des corrections d'ordre technique ont été apportées.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, y compris les corrections légistiques.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, conclu à Bruxelles, le 2 septembre 2013 - Transmis par le Sénat, n° 3258/1.

- Rapporteur : M. Bert Wollants.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles, y compris l'annexe, ont été successivement adoptés.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

Questions d'actualité au gouvernement.

Prochaine réunion : mercredi 12 février 2014

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Président : Mme Karine Lalieux

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Projet de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté, n° 3145/1.

(Avis à rendre à la commission de la Justice).

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Zoé Genot, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Georges Gilkinet, Juliette Boulet, Eva Brems, Kristof Calvo) modifiant l'article 335 du Code civil en ce qui concerne l'attribution libre du nom de l'enfant, n° 469/1.

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de famille afin d'établir clairement la filiation avec la mère tout en préservant l'historicité de la filiation paternelle, n° 470/1.

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Özlem Özen, Laurent Devin, Julie Fernandez Fernandez) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de la famille, afin de garantir la transmission de l'identité familiale par le port du double nom, n° 1386/1.

(Rapporteurs : Mmes Lieve Wierinck et Laurence Meire).

- Discussion. (Clôture).

- Les groupes politiques ont donné leur point de vues.

Prochaine réunion : mercredi 12 février 2014.

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. André Flahaut

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Projet de loi modifiant la législation relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue de l'élargissement de son champ d'application aux experts permanents, membres de cabinet et membres des cellules stratégiques des cabinets ministériels - Transmis par le Sénat, n°s 2705/1 et 2.

Avis de la Cour des comptes.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant, en ce qui concerne les juges et les officiers du ministère public, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n° 42/1.

- Proposition de loi (Kattrin Jadin, Joseph George) visant à compléter la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n°s 709/1 et 2.

- Proposition de loi (Rita De Bont, Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine en ce qui concerne les dirigeants d'organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs ainsi que les administrateurs de mutualités, n° 1023/1.
 - Proposition de loi (Gerolf Annemans, Guy D'haeseleer, Rita De Bont, Barbara Pas) modifiant, en ce qui concerne l'utilisation de modèles de formulaires, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n° 1422/1.
 - Proposition de loi (Alexandra Colen, Barbara Pas, Gerolf Annemans, Rita De Bont) modifiant, en ce qui concerne les membres de la famille royale, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n° 1568/1.
 - Proposition de loi (Joseph George) modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n° 3248/1.
- M. Landuyt a introduit 2 amendements.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MERCREDI 5 FÉVRIER 2014**

Projets de loi joints:

- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, n° 3318/1.
 - Projet de loi portant modification de la loi du 6 juillet 2005 relative à certaines dispositions judiciaires en matière de communications électroniques et de la loi du 17 février 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 février 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, n° 3319/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Roel Deseyn).
- La discussion des articles a été poursuivie et clôturée.
 - Des amendements ont été introduits par M. Peter Dedecker et M. Geerts et consorts.
 - Les articles du projet de loi n° 3318 et les amendements de M. Deseyn et consorts et M. Geerts et consorts ont été adoptés.
 - L'ensemble du projet de loi n° 3318 a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.
 - Les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 3319 ont été adoptés par 11 voix et 1 abstention.

Présentation de l'étude des prix résidentiels en matière de télécom par le Conseil de l'IBPT

Audition de:

- M. Jack Hamande, Président;
- M. Charles Cuvelliez;
- M. Axel Desmedt;
- M. Luc Vanfleteren.

- Les représentants de l'IBPT et le vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord ont présenté les résultats de l'étude des prix et ont répondu aux questions.

Prochaine réunion : mardi 11 février 2014.